

BUDGET 2025 : UNE MENACE POUR LES AGENTS PUBLICS



Guillaume KASBARIAN

Les nouvelles mesures du budget 2025, annoncées par Guillaume Kasbarian, ministre de la Fonction publique, menacent directement les conditions de vie et de travail des agents publics.

Le gouvernement envisage de passer de 1 à 3 jours de carence en cas d'arrêt maladie et de réduire de 100 % à 90 % la rémunération durant les trois premiers mois d'arrêt maladie.

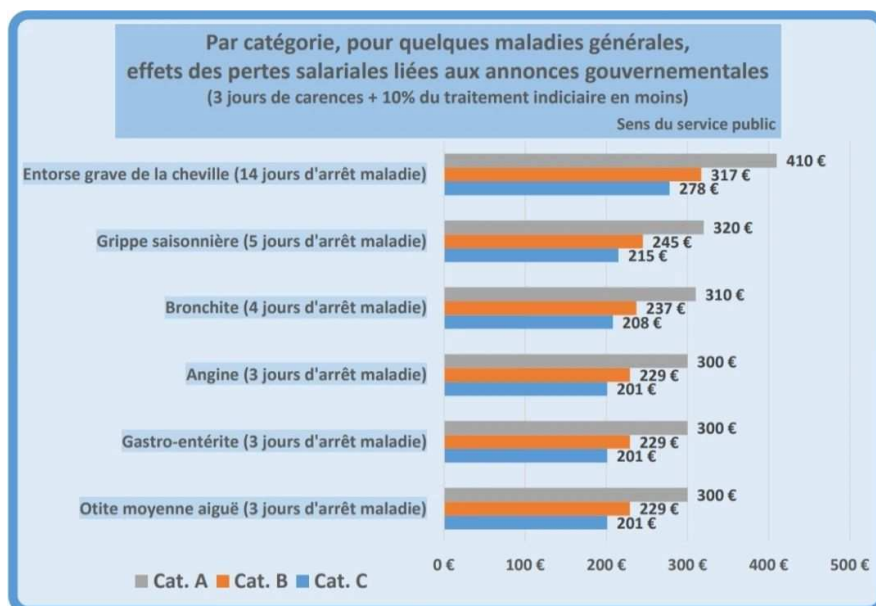
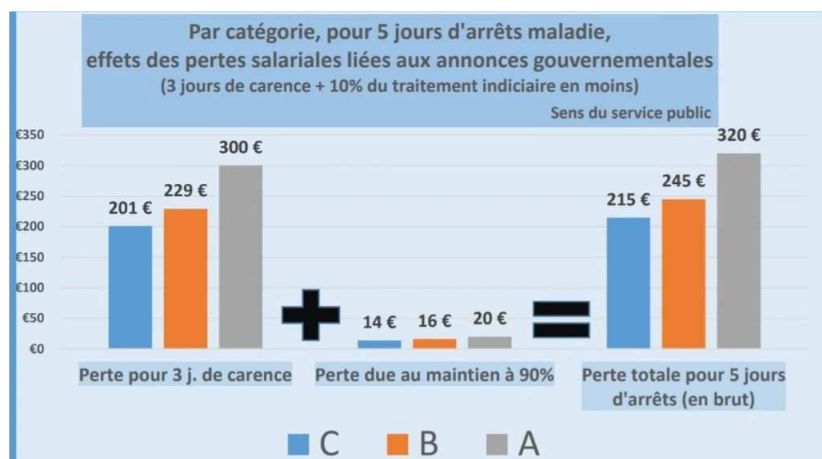
ARGUMENTS FALLACIEUX DU MINISTRE

- **3 jours de carence pour diminuer l'absentéisme :**
Pas de différence significative des absences entre privé et public (IGAS – 05/09/24).
- **Les fonctionnaires sont des "priviliégié-es" :**
2/3 des salarié-es du privé n'ont aucun jour de carence grâce à la prévoyance santé (DREES – janvier 2015).
- **Les jours de carence réduiraient les arrêts maladie :**
Effets : allongement des arrêts et travail malade (INSEE – 17/07/24).
- **Égalité avec le privé :**
Les salaires du privé ont augmenté deux fois plus vite que ceux des fonctionnaires entre 2011 et 2021 (INSEE – 25/10/23).
- **Responsabiliser les fonctionnaires :**
Les cadres de la fonction publique sont hyper dévoués-es : 1 sur 2 travaille pendant ses jours de repos, 1 sur 4 plus de 45 h/semaine, 9 sur 10 font des heures sup non récupérées ni rémunérées (55 %) (baromètre cadre UGICT – Secafi 2024).

CONSÉQUENCES POUR LES AGENTS

- **Baisse de rémunération dès le premier jour d'arrêt :**
3 jours de carence et couverture réduite à 90 % aggravent la pénalisation financière.
- **Conditions de travail dégradées :**
Risque d'aggraver le climat dans les services publics et de pousser les agents à travailler malgré des conditions de santé défavorables.
- **Alignement injustifié sur le privé :**
Les agents publics, souvent dans des contextes exigeants et sous financés, ne devraient pas voir leur protection sociale nivelée par le bas.
- **Baisse du pouvoir d'achat suite à la perte de la GIPA(*) dès 2024, dans nos collectivités (chiffres 2023 – source DRH) :**
 - Pour les agent-es de catégorie C : 322 agent-es concerné-es pour 93 080,94 € soit une moyenne de 289,07 € par agent-e,
 - Pour les agent-es de catégorie B : 242 agent-es concerné-es pour 122 573,53 € soit une moyenne de 506,50 € par agent-e,
 - Pour les agent-es de catégorie A : 56 agent-es concerné-es pour 68 664,04 € soit une moyenne de 1 226,14 € par agent-e.

(*) La garantie individuelle du pouvoir d'achat (Gipa) a pour but de compenser votre perte de pouvoir d'achat si votre rémunération a peu augmenté au cours des 4 dernières années.



RENDICATIONS DE LA CGT :

- Annulation du jour de carence,
- Maintien de la rémunération complète pendant les arrêts maladie,
- Versement de la GIPA (Garantie Individuelle de Pouvoir d'Achat) en 2024,
- Reconnaissance des métiers pénibles par la création de jours de pénibilité,
- Recrutement d'agent-es titulaires pour améliorer les conditions de travail,
- Arrêt du recrutement de contractuels sur des emplois permanents,
- Augmentation immédiate de la valeur du point d'indice à 6 €,
- Arrêt des coupes budgétaires et investissement dans les services publics.

Pour dire STOP à "l'Agent Public Bashing"

MOBILISONS-NOUS le 5 DECEMBRE 2024 !

Rassemblement à 11 heures Esplanade Charles de Gaulle

Pour défendre nos droits, l'intersyndicale composée des organisations syndicales CGT, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires, CFE-CGC et FA-FP, appelle tous les agents de la Fonction Publique à se mobiliser pour refuser cette régression et revendiquer des conditions de travail dignes.